

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-solution-fasciste-dans-le-neoliberalisme-contemporain>

La « solution fasciste » dans le néolibéralisme contemporain.

1er Partie

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : lundi 28 janvier 2019

Description :

La « solution fasciste » dans le néolibéralisme contemporain. 1er Partie - Alberto Rabilotta

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

« Première Partie »

Que les États-Unis d'Amérique et l'Union Européenne aient appuyé des groupes fascistes en Ukraine pour mener un coup d'État n'est pas quelque chose qui doit nous surprendre. La « *solution fasciste* » fait partie de la nature du capitalisme dominé par les monopoles de l'impérialisme. Elle se manifeste quand, au milieu de graves crises économiques et sociales causées par l'application de politiques néolibérales, le système capitaliste dans son ensemble reste bloqué, sans perspectives de récupération à moins de changements radicaux, inacceptables pour une classe dominante qui ne répugne pas à jouer à l'« apprenti sorcier » et qui est disposée à utiliser ou à se laisser utiliser par les fascistes pour dévier vers ses intérêts l'inévitable explosion sociale, comme cela fut le cas dans les années 30 au XXème siècle et comme cela l'est actuellement.

L'objectif basique de la bourgeoisie, qui a construit le capitalisme industriel, né au XIXe siècle, a toujours été d'instaurer le capitalisme pur, de maintenir les travailleurs et la grande partie de la société dans la misère afin de pouvoir accumuler le maximum de richesses et de pouvoir. Ainsi, fut l'histoire du capital dans toute l'Europe, en commençant par la Grande-Bretagne, où la brutalité de cet empire colonial s'est manifestée tant dans les massacres de centaines de milliers ou de millions de civils sur plusieurs continents qui ont résisté à être dominés pour nourrir le commerce d'esclaves (vous rappelez-vous ?) ou pour être soumis à l'exploitation coloniale, mais aussi dans les guerres destinées à agrandir ou maintenir leur empire, tandis que dans les villes industrielles anglaises, la classe ouvrière plongeait dans la misère la plus abjecte (Faut-il relire Dickens ?). Ceci est valable pour l'histoire du capitalisme et de l'impérialisme US, japonais, *et cetera*.

Tout a été fait au cours des dernières décennies, dans l'ère du néolibéralisme triomphant, pour gommer de l'histoire et de la pensée des classes ouvrières et des peuples, les luttes longues, dures et fréquentes des travailleurs, les revendications du monde du travail et sociales formulées par les socialistes (ceux d'avant, pas ceux de maintenant), les anarchistes, les chrétiens et les communistes, et des groupes sociaux éclairés de la petite bourgeoisie et même de la bourgeoisie qui, avec des intentions de fraternité, de solidarité et de justice, ont cherché à limiter l'exploitation brutale et ont obtenu, à partir de la première moitié du XIXe siècle en Europe et aux États-Unis d'Amérique (US), les premières améliorations dans les terribles conditions de travail, de salaire et de logement.

Cette longue introduction cherche à rappeler que ce qui a freiné la tendance constante du capital à détruire les sociétés que lui-même construisait pour pouvoir développer à nouveau ses marchés internes - un aspect essentiel pour la reproduction du capital et les possibilités d'atteindre les marchés externes pour obtenir davantage de rentes - fut la lutte des classes ouvrières à un niveau national et international.

L'éphémère période historique, les trois décennies qui vont de 1945 à 1975, durant laquelle le capitalisme industriel a apporté des progrès économiques et sociaux pour la classe ouvrière, principalement dans les pays du capitalisme avancé, a été le résultat de :

- **a)** la victoire de l'Union soviétique devant le nazisme et son développement social et économique, qui l'a placée comme alternative au système capitaliste ;
- **b)** aux États-Unis l'accumulation de forces syndicales radicalisées par la Grande Dépression, avec des mouvements sociaux et des hommes politiques progressistes qui ont réussi à obtenir des changements et des progrès sociaux et économiques.

Cette corrélation de forces au niveau international (l'Union soviétique, un « camp socialiste » en Europe Centrale et de l'Est, de forts mouvements syndicaux et des hommes politiques dirigés par des socialistes et des communistes en Europe Occidentale, la Révolution Chinoise) a aussi permis que commence la décolonisation en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient.

En définitive, la brève période de l'État bienfaiteur ou les « *trente glorieuses* », ainsi que l'ère de la décolonisation, ont été des victoires arrachées aux classes capitalistes de l'impérialisme de garde et de leurs alliés grâce à une extraordinaire (et brève) corrélation de forces au niveau des luttes des classes au niveau national et international.

Le fascisme avant, le fascisme maintenant.

Le fascisme lève sa tête dans tous les pays du système capitaliste avancé, et aussi dans sa périphérie voisine, comme dans le cas européen. De là l'importance d'explorer les raisons par lesquelles- quand les phases du libéralisme provoquent à outrance de graves crises économiques, sociales et politiques qui affaiblissent ou arrivent à détruire les bases sur lesquelles s'établissent et se construisent les sociétés- surgissent ces mouvements fascistes. Tel fut le cas en Italie et dans un nombre élevé de pays européens, dont l'Allemagne et le Japon, entre les années 20 et 30 du siècle dernier.

En Ukraine, les ingrédients économiques, politiques, idéologiques et sociaux ne manquent pas pour expliquer l'émergence de violents groupes fascistes de choc, néonazis ou ultranationalistes. Mais ce pays n'est pas un cas unique, puisque existent des situations similaires dans presque tous les pays européens qui depuis un peu plus de deux décennies ont été poussés à passer sans transition du socialisme (chargé des défauts qui expliquent en partie son écroulement) au néolibéralisme radical dessiné par l'impérialisme US et ses alliés européens, la nommée « *thérapie de choc* » exécutée par le *Fonds monétaire international* (FMI).

Tout le poids de cette radicale et brutale « *thérapie de choc* » est retombé sur les sociétés, en les déstabilisant, en les atomisant par la diminution ou la disparition des institutions qui contribuaient à maintenir ou à créer les noeuds sociaux, comme conséquence du chômage et de l'exclusion économique et sociale. En somme, ont été et continuent d'être, les femmes, les hommes, les enfants et les personnes âgées de ces pays, les principales victimes de ces politiques, parce qu'ils sont restés totalement désemparés devant la démolition planifiée économique et la diminution ou la privatisation des programmes et de services étatiques.

La mort du libéralisme économique et la « solution fasciste ».

Mais les ingrédients pour la « *solution fasciste* » sont aussi très présents dans les pays de l'Union Européenne (UE) et de la Zone-Euro, où on constate dans pratiquement tous une ascension visible des forces politiques d'extrême-droite qui par leur contenu idéologique et leur programmes politiques peuvent être considérées comme faisant partie de la « *nébuleuse néofasciste* », au point que par la voie électorale elles sont arrivées aux parlements et même à des coalitions de gouvernement, et dont l'actuelle représentation dans le Parlement Européen peut significativement augmenter dans les élections prévues pour la fin mai 2014.

Mais pour comprendre la période actuelle, parce qu'elle met à jour « la solution fasciste » comme la sortie du capital face à « la mort du libéralisme économique », il est très utile se référer au hongrois Karl Polanyi, spécialiste des sciences sociales et de l'histoire de l'économie, l'auteur de plusieurs écrits pendant les années 30 et 40, en pleine ascension du fascisme, et en 1944 de son livre « *Le Grand Transformation* » (Gallimard, 1983).

La vision de Polanyi importe parce qu'actuellement, comme presque il y a un siècle, nous sommes maintenant en pleine « mort du libéralisme économique », c'est à dire quand finalement arrive le moment « où le système économique et le système politique seraient l'un et l'autre menacés de paralysie totale. La population prendrait peur, et le rôle dirigeant reviendrait par force à ceux qui offriraient une issue facile, quel qu'en fût le prix ultime. Les temps étaient murs pour la solution fasciste » [1]

Dans le chapitre « *L'histoire dans l'engrenage du changement social* », Polanyi écrit que « si jamais mouvement

politique répondit aux besoins d'une situation objective, au lieu d'être la conséquence de causes fortuites, c'est bien le fascisme. En même temps, le caractère destructeur de la solution fasciste était évident. Elle proposait une manière d'échapper à une situation institutionnelle sans issue qui était, pour l'essentiel, la même dans un grand nombre de pays, et pourtant, essayer ce remède, c'était répandre partout une maladie mortelle. Ainsi périssent les civilisations ».

Ensuite, il souligne que l'on peut décrire la solution fasciste comme l'impasse dans laquelle s'est mis le capitalisme « comme une réforme de l'économie de marché réalisée au prix de l'extirpation de toutes les institutions démocratiques, à la fois dans le domaine des relations industrielles et dans le domaine politique. Le système économique qui risquait de se rompre devait ainsi reprendre vie, tandis que les populations seraient elles-mêmes soumises à une rééducation destinée à dénaturer l'individu et à le rendre incapable de fonctionner comme unité responsable du corps politique »

Polanyi ajoute que « l'apparition d'un mouvement de ce genre dans les pays industriels du globe, et même dans un certain nombre de pays peu industrialisés n'aurait jamais du être attribuée à des causes locales, à des mentalités nationales ou à des terrains historiques, comme les contemporains l'ont fait avec tant de constance », en soulignant que le fascisme avait peu à voir avec la première Guerre mondiale ou le Traité de Versailles, et qu'il a fait autant son apparition dans des pays vaincus que parmi les vainqueurs, dans des pays de « race » aryenne et non aryenne, dans des nations de tradition catholique et protestante, dans des pays de cultures antiques ou modernes, et qu'en réalité « il n'existait aucun type de terrain - de tradition religieuse, culturelle ou nationale - qui rendit un pays invulnérable au fascisme, une fois réunies les conditions de son apparition »

Quelles sont les conditions qui permettent l'apparition du fascisme ?

Polanyi, qui a vécu et a analysé cette époque, écrit qu'était surprenant le fait de voir le peu de relation existant entre la force matérielle et numérique des fascistes et son efficacité politique : « bien qu'il eut d'habitude pour but d'être suivi par les masses, ce n'était pas le nombre de ses adhérents qui attestait sa force potentielle, mais l'influence des personnes haut placées dont les dirigeants fascistes avaient acquis les bonnes grâces ; ils pouvaient compter sur leur influence sur la communauté pour les protéger contre les conséquences d'une révolte avortée, ce qui écartait les risques de révolution ».

Un pays qui s'approchait de la phase fasciste présentait certains symptômes, et parmi ceux-ci ne figurait pas nécessairement l'existence d'un mouvement proprement fasciste. Mais Polanyi souligne qu'étaient perceptibles d'autres signes au moins aussi importants : « la diffusion des philosophies irrationalistes, d'une esthétique raciale, d'une démagogie anticapitaliste, d'opinions hétérodoxes sur la monnaie, de critiques du système des partis, d'un dénigrement général du 'régime', quel que fut le nom donné à l'organisation démocratique existante ». (pages 305 et 306)

Et il rappelle qu'Adolf Hitler a été catapulté au pouvoir « par la claque féodale entourant le président Hinderburg, tout comme Mussolini et Primo de Rivera furent placés à leurs postes par leurs souverains respectifs. Pourtant Hitler pouvait s'appuyer sur un vaste mouvement ; Mussolini, sur un petit ; Primo de Rivera, lui, ne s'appuyait sur rien du tout. Il n'y eut dans aucun cas de véritable révolution contre l'autorité constituée ; la tactique fasciste était invariablement celle d'un simulacre de rébellion arrangée avec l'accord tacite des autorités, qui prétendaient avoir été débordées par la force » (Page 307)

Dès les années 30, selon Polanyi, le fascisme était une possibilité politique toujours prête à être utilisée, une réaction presque immédiate dans toutes les communautés industrielles. Et plus loin, il remarque que n'existait pas un critère général du fascisme, qu'il ne possédait pas non plus une doctrine dans le sens ordinaire du terme : « Cependant, toutes ses formes organisées présentaient un trait significatif, la brusquerie avec laquelle elles apparaissaient et

disparaissaient à nouveau, pour éclater avec violence après une période indéfinie de latence. Tout cela convient à l'image d'une force sociale dont les phases de croissance et de déclin suivent la situation objective. Ce que nous avons appelé, pour être bref, une 'situation fasciste', n'était rien d'autre que l'occasion typique de victoires fascistes faciles et totales. Tout à coup, les formidables organisations syndicales et politiques des travailleurs et d'autres partisans dévoués de la liberté constitutionnelle se dispersaient et des groupes fascistes minuscules balayaient ce qui paraissait être jusqu'alors la force irrésistible des gouvernements, des partis, des syndicats démocratiques. Si une 'situation révolutionnaire' se caractérise par la désintégration psychologique et morale de toutes les forces de résistance, au point qu'une poignée de rebelles armes sommairement sont capables d'enlever de force les citadelles censées imprenables de la *réaction*, alors la 'situation fasciste' est tout a fait parallèle si ce n'est que, dans ce cas, se sont les bastions de la *démocratie et des libertés constitutionnelles* qui sont emportés : leurs défenses sont d'une insuffisance tout aussi spectaculaire ».

« En Prusse, en juillet 1932, - continue l'intellectuel hongrois - le gouvernement légal social-démocrate, retranche dans le siège du pouvoir légitime, capitula devant la simple menace de violence inconstitutionnelle proféré par Her von Papen. Quelque six mois plus tard, Hitler prit possession pacifiquement des positions les plus élevées du pouvoir, d'où il lança une attaque révolutionnaire de la république de Weimar et les partis constitutionnels. Imaginer que c'est la puissance du mouvement qui a créé des situations comme celles-ci, et ne pas voir que, dans ce cas, c'est la situation qui a donné naissance au mouvement, c'est passer à coté de la leçon primordiale des dernières décennies » (page 308)

Plus loin, Polanyi souligne que dans sa lutte pour le pouvoir politique, le fascisme s'octroie une liberté complète pour « négliger ou d'utiliser des questions locales, à son gré. Son objectif transcende le cadre politique et économique : il est social. Il met une religion politique au service d'un processus de dégénérescence. Dans sa période de montée, il n'exclut pas de son orchestre que des très rares émotions ; mais, une fois vainqueur, il ne laisse monter dans le char de la victoire qu'un très petit groupe de motivations, des motivations fort caractéristiques. Si nous ne faisons pas une nette distinction entre leur pseudo-intolérance sur la route du pouvoir et leur véritable intolérance quand ils sont au pouvoir, nous n'avons pas grand espoir de comprendre la différence subtile, mais décisive, qui existe entre le simulacre de nationalisme de certains mouvements fascistes au cours de la révolution et le non-nationalisme spécifiquement impérialiste qu'ils ont embrassé après la révolution » (pages 310-311)

Et c'est ainsi que la « *solution fasciste* » semble être une conséquence inévitable du blocage du « système de marché » dans les crépuscules impériaux. Dans le crépuscule impérial britannique, qui arrive avec la première Guerre mondiale, entre en crise le système de marché, le laissez-faire, et comme nous le rappelle Polanyi « le rôle joué par le fascisme a été déterminé par un seul facteur, l'état du système de marché. Au cours de la période 1917-1923, les gouvernements demandèrent à l'occasion l'aide des fascistes pour rétablir la loi et l'ordre : il n'en fallait pas plus pour faire fonctionner le système de marché. Le fascisme resta embryonnaire. Au cours de la période 1924-1929, quand le rétablissement de système de marché parut assuré, le fascisme s'effaça complètement en tant que force politique. Après 1930, l'économie de marché est entrée en crise, et en crise générale. En quelques années, le fascisme devint une puissance mondiale ». (page 312).

Le corporatisme comme solution à l'impasse du capitalisme dans les années 30.

À partir des premières années de la décennie de 1930, le fascisme et sa politique corporatiste se sont mis à être « la » solution capitaliste à la démolition de la société de marché en Allemagne, en Italie et ensuite dans d'autres pays européens, au point que cette « solution » qui sauvait le capitalisme industriel a suscité beaucoup d'intérêt dans les cercles du pouvoir politique dans un nombre considérable de pays, y compris les figures politiques en Grande-Bretagne et aux USA.

En définitive, en extirpant la démocratie et la liberté de toutes les institutions politiques, industrielles et sociales, le

fascisme a permis la continuité du capitalisme industriel basé sur l'exploitation du travail salarié, et en Allemagne, en Italie et au Japon, a libéré les forces de l'expansion impériale, de la conquête de pays et de régions entières. Le fascisme a été impérialiste, raciste, anticomuniste et brutal à tout va, mais en matière économique son corporatisme basé sur un concordat entre l'État, les grandes industries, les banques et les syndicats sous un contrôle fasciste, pendant un très bref laps de temps, a créé des emplois et a éloigné des masses, qui pouvaient voir une alternative dans le socialisme, la crainte le chômage et la misère.

Le développement des infrastructures, l'augmentation de la production militaire et de tous les secteurs destinés à concrétiser les plans de guerre pour une expansion impériale ont développé la capacité industrielle et ont enrichi les grands capitalistes. Les grandes fortunes que les capitalistes ont pétries avec le développement économique et les industries de la machinerie de guerre de l'Allemagne, de l'Italie, du Japon (et en France sous le régime pro-nazi du Maréchal Pétain) sont là, plus puissantes que jamais parce que dans leur majeure partie elles n'ont pas été touchées.

A suivre la seconde et dernière partie

Alberto Rabilotta pour [El Correo](#)

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiassi

* **Alberto Rabilotta** est journaliste argentin depuis 1967. Au Mexique por la « *Milenio Diario de Mexico* » Correspondant de Prensa Latina au Canada (1974). Directeur de Prensa Latina Canada, pour l'Amérique du Nord (1975-1986) Mexique, USA, Canda. Correspondant de l'Agencia de Services Spéciaux d'Information, ALASEI, (1987-1990). Correspondant de l'Agencia de Noticias de México, NOTIMEX au Canada (1990-2009). Editorialiste sous de pseudonymes -Rodolfo Ara et Rocco Marotta- pour « *Milenio Diario de Mexico* » (2000-2010, Collaborateur d'ALAI, PL, El Correo, El Independiente et d'autres medias depuis 2009.

[El Correo](#). Paris, le 4 février 2014.

[[Contrat Creative Commons](#)]

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basé sur une oeuvre en www.elcorreo.eu.org.

[1] Citation du livre de Karl Polanyi, « [La Grande Transformation](#) », édition Gallimard, 1983. La première correspond à la page 304. Dans les citations suivantes le numéro de la page figure à la fin de chaque paragraphe cité. Montréal, Canada.